

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>54</b>	<b>21</b>

N° de la séance : 17

Objet de la délibération : Risques -  
Adhésion au syndicat mixte pour les  
inondations, l'aménagement et la gestion  
de l'eau (SMIAGE) Maralpin

<p>Original</p> <p>Expédition certifiée conforme à l'original</p> <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>
--

N° Enregistrement : CC.2016.122

Date de la convocation :  
**Le 20/09/2016**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **10 OCT. 2016**

de la réception s/Préfecture  
en date du **10 OCT. 2016**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 26 septembre 2016**

L'an deux mil seize et le 26 septembre à 17h15, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de septembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Nathalie DEPETRIS, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

**PROCURATIONS :**

Marguerite BLAZY à Nathalie DEPETRIS, Roger CRESP à Gilbert TAULANE, Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Abderrazak SALOUH à Henri GANNARD

**ABSENTS :**

Eric MELE, Gilbert HUGUES, Joseph VALETTE, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Albert CALAMUSO, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAoui**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



## **Madame DEBRAS,**

L'Europe connaît depuis 1998 des inondations d'ampleur au travers desquelles plus de 700 personnes ont perdu la vie et aux pertes économiques importantes, de l'ordre de 25 milliards d'euros. La France n'est pas épargnée par ces événements : récemment on peut noter les inondations d'octobre 2015 dans les Alpes Maritimes ou encore ceux de juin 2016 sur le bassin de la Seine. Face à ces événements aux bilans humains et financiers désastreux, le Conseil et le Parlement européens ont adopté en 2007 une directive dite « inondation » qui a été transposée en droit français par le biais de la loi LENE du 12 juillet 2010 et du décret n°2011-227 du 2 mars 2011 relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation.

Malgré les objectifs ambitieux de ces lois pour réduire la vulnérabilité du territoire national et apprendre à vivre avec le risque, la prévention des inondations, tout comme la gestion des milieux aquatiques, sont jusqu'à présent des compétences facultatives et partagées entre différents niveaux de collectivités territoriales ou leurs groupements. Cela implique une multitude de schémas organisationnels et, par conséquent, des difficultés d'actions.

Nous retrouvons ce type de schéma sur le territoire de la CASA. En effet, on peut citer différentes échelles d'actions :

- Le syndicat mixte/intercommunal de l'amélioration de la qualité des eaux de la Brague et de ses affluents (SIAQUEBA) qui exerce diverses missions telles que l'entretien préventif et curatif des cours d'eau, la restauration écologique, la maîtrise d'ouvrage déléguée pour les travaux importants en rivière, des actions de sensibilisation des scolaires...  
A noter, le périmètre de ce syndicat dépasse le territoire de la CASA.
- Le syndicat intercommunal de la vallée du Loup (SIVL) qui intervient notamment sur l'entretien des berges, l'entretien préventif avec enlèvement des embâcles, ...  
A noter, le périmètre de ce syndicat dépasse le territoire de la CASA.
- Le syndicat intercommunal du bassin versant de la Cagne (SIBC) qui mène des missions liées à la gestion des inondations et des milieux aquatiques par le biais d'un contrat de rivière et d'un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI).  
A noter, le périmètre de ce syndicat dépasse également le périmètre de la CASA.
- Les communes qui mènent pour la plupart des travaux de lutte contre les inondations, réalisent des actions de sensibilisation de la population, ....
- La CASA qui porte un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) au titre duquel elle coordonne des actions de lutte contre les inondations et met en place des actions de sensibilisation des scolaires, de la population, de réduction de la vulnérabilité des établissements recevant du public...
- Le Département qui intervient également sur le territoire de la CASA ; par exemple pour la gestion post-crue avec ses services Force 06, il met aussi en œuvre des actions de différents PAPI dont le PAPI Cagne-Malvan porté par le SIBC notamment pour celles en lien avec des travaux.

Pour simplifier cette organisation, la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (dit MAPTAM) du 27 janvier 2014 introduit un changement de gouvernance dans l'exercice des compétences des collectivités territoriales. Elle crée notamment le bloc de compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (dit GEMAPI). Initialement, cette compétence devait être créée et attribuée au bloc communal au 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour être transférée aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre.



Cependant, la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 est venue renforcer les dispositions de la loi MAPTAM en facilitant la mise en place d'une maîtrise d'ouvrage structurée et bien identifiée pour ce bloc de compétences et a reporté l'exercice de ce dernier au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Ainsi, la CASA deviendra obligatoirement compétente à cette date.

Dans ce contexte, il convient de rappeler l'événement climatique d'une rare violence qu'ont connu les communes de la CASA le 3 octobre 2015. Au regard du bilan désastreux de ces inondations, aussi bien humain que matériel, la CASA ne saurait rester inactive et entend donc anticiper la prise de la compétence GEMAPI avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Pour accompagner les collectivités sur les sujets liés à la politique publique de l'eau et de la protection de la biodiversité, un Comité Départemental de l'Eau et de la Biodiversité (CODEB) a été installé le 22 janvier 2015 sous la co-présidence du Préfet des Alpes Maritimes et de la représentante du Conseil Départemental des Alpes Maritimes. Durant cette première séance, l'assemblée s'est saisie du sujet de la compétence GEMAPI. Elle a décidé de missionner les services de l'Etat et du Département des Alpes Maritimes pour mener une mission d'appui locale ayant pour objet l'assistance des intercommunalités dans l'organisation de la prise de cette compétence.

Sur la base de cette mission, l'Etat et le Département des Alpes Maritimes ont décidé de proposer la création d'un Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Dans cette perspective, le Département des Alpes Maritimes a annoncé en avril 2016 un travail sur la création de cet établissement en créant au préalable un Syndicat Mixte pour les Inondations, l'Aménagement et la Gestion de l'Eau (SMIAGE) Maralpin. En effet, le terme EPTB est un label que peut obtenir un syndicat mixte.

Le choix d'un tel établissement au périmètre départemental, élargi sur les têtes de bassins versants présents sur le département du Var et des Alpes de Hautes Provence, découle de la conscience que le risque inondation dépasse les périmètres des intercommunalités et qu'il doit être traité à l'échelle globale des bassins versants. Le SMIAGE a donc pour objectif de mutualiser et concentrer les moyens pour répondre aux enjeux de la gestion des cours d'eau et de la prévention des inondations. Ce sera un outil mis à disposition des intercommunalités pour assurer des missions de coordination et des missions opérationnelles. Le SMIAGE participera à l'élaboration des contrats territoriaux.

Le Syndicat Mixte « Ouvert » à la carte Maralpin sera créé au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et se mettra en place dans une logique de deux périodes :

#### 1<sup>er</sup> période :

##### *Phase de préfiguration :*

Cette phase est obligatoire pour tous les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre qui adhèrent au syndicat. Elle a notamment pour objectif l'élaboration de la Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE), des modalités de fonctionnement du syndicat et des contrats territoriaux. (Article 2.1 : compétences obligatoires, statuts annexés)

##### *Phase opérationnelle :*

Le Syndicat Mixte assurera également une mission opérationnelle avec la poursuite des actions portées par le Département des Alpes-Maritimes qui transfère l'intégralité de ses missions et des financements correspondants en relation avec la GEMAPI à cette nouvelle structure. Aussi, en sus de la phase de préfiguration, il sera possible pour les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité d'adhérer, à titre optionnel, aux missions visant la réalisation d'actions opérationnelles (Article 2.2 : compétences optionnelles, statuts annexés).



2<sup>ème</sup> période :

A la fin de la phase de préfiguration, les statuts seront revus pour inscrire les modalités de prise en charge de la compétence GEMAPI par le SMIAGE à la « carte » (transfert, délégation) en accord avec les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité.

Des contrats territoriaux seront signés entre le syndicat mixte, le Département et les établissements membres qui auront valeur d'engagement contractuel réciproque entre les parties pendant la durée du contrat. Ces contrats territoriaux permettront de réaliser un plan d'actions, défini sur plusieurs années. Ils préciseront l'ensemble des opérations inscrites dans le programme d'actions, y compris les travaux et l'entretien des cours d'eau et vallons, en reprenant les descriptions, localisations, dimensionnements techniques et financiers des présentes actions.

Un accord de principe unanime des acteurs institutionnels pour la création de cet établissement a été émis lors de la réunion du 7 juillet 2016.

Aussi, l'Etat a validé la possibilité pour les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre d'adhérer au SMIAGE sans prendre au préalable le bloc de compétence GEMAPI.

Dans la réflexion d'organisation de l'exercice de la future prise de compétence GEMAPI, la CASA a décidé d'adhérer au SMIAGE pour sa phase de préfiguration avec la possibilité de se retirer de ce syndicat à la fin de cette phase (Article 19 : Retrait du syndicat, statuts annexés).

Aussi, conformément à l'article 5 des statuts annexés du syndicat, il convient de désigner deux délégués titulaires et deux délégués suppléants en tant que représentants de la CASA au comité syndical.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-17,

Vu le projet de statuts du Syndicat Mixte pour les Inondations, l'Aménagement et la Gestion de l'Eau (SMIAGE) Maralpin,

Vu l'intérêt qu'il y a pour la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis de pouvoir adhérer au Syndicat Mixte pour les Inondations, l'Aménagement et la Gestion de l'Eau (SMIAGE) Maralpin,

Vu le courrier de Monsieur le Préfet des Alpes Maritimes du 15 juin 2016,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de valider l'adhésion au SMIAGE 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour la période de préfiguration ;
- de valider les statuts du SMIAGE en annexe ;
- d'autoriser le paiement de la cotisation pour la phase de préfiguration de 12.000 € avec une fluctuation autorisée de +10 % pour l'année 2017.
- d'imputer la cotisation sur le compte 6281, fonction 831, du service en charge de la prévention des inondations.
- de désigner deux délégués titulaires et deux délégués suppléants pour siéger au Comité Syndical du SMIAGE ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée aux risques naturels à signer tout document s'y afférant.

Après avoir lancé un appel aux candidats, se sont présentés, Madame Guilaine DEBRAS et Monsieur Jean LEONETTI en tant que titulaires et Madame Michelle SALUCKI et Monsieur Lionnel LUCA en tant que suppléants.

Monsieur le Président demande si, conformément à la loi du 13 août 2004 (Art.142, I) relative aux libertés et aux responsabilités locales, le conseil accepte un vote à main levée.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- de valider l'adhésion au SMIAGE 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour la période de préfiguration ;
- de valider les statuts du SMIAGE en annexe ;
- d'autoriser le paiement de la cotisation pour la phase de préfiguration de 12.000 € avec une fluctuation autorisée de +10 % pour l'année 2017 ;
- d'imputer la cotisation sur le compte 6281, fonction 831, du service en charge de la prévention des inondations.
- de désigner Madame Guilaine DEBRAS et Monsieur Jean LEONETTI en tant que titulaires et Madame Michelle SALUCKI et Monsieur Lionnel LUCA en tant que suppléants pour siéger au Comité Syndical du SMIAGE ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée aux risques naturels à signer tout document s'y afférant.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 26 septembre 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

# **SYNDICAT MIXTE pour les Inondations, l'Aménagement et la Gestion de l'Eau (SMIAGE) MARALPIN**

## **STATUTS**

### **PREAMBULE**

Le 3 octobre 2015, le département des Alpes-Maritimes a connu un événement climatique d'une rare violence. Le bilan désastreux, aussi bien humain que matériel, de ces inondations a imposé aux acteurs locaux de redéfinir les politiques de prévention des risques.

La gravité de ces intempéries a rappelé que la prise en compte du risque inondation dépasse les périmètres des intercommunalités et doit être envisagée à l'échelle des bassins versants en intégrant la gestion globale des milieux aquatiques.

Le Comité Départemental de l'Eau et de la Biodiversité (CODEB) du 22 janvier 2015, a instauré une mission d'appui locale regroupant l'État et le Département dont l'objet est d'assister les intercommunalités dans l'organisation de la prise de la compétence GEMAPI.

Le principe de créer un Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) sur le territoire des Alpes-Maritimes a été retenu afin de mutualiser les compétences et concentrer les moyens pour répondre aux enjeux de la gestion des cours d'eau et de la prévention des inondations.

Ce projet de création d'un EPTB s'inscrit dans un contexte d'évolution législative important qui clarifie les compétences dans le domaine de la gestion des cours d'eau et de la prévention des inondations. La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, dite « loi MAPTAM » a créé une compétence obligatoire et exclusive au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre en matière de « GEStion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GEMAPI) au 1<sup>er</sup> janvier 2016 repoussée au 1<sup>er</sup> janvier 2018 par la Loi NOTRe. A compter de cette date, les EPCI à fiscalité propre seront seuls compétents dans ce domaine.

La création du Syndicat Mixte « ouvert » Maralpin s'inscrit dans une logique de deux cycles :

**1<sup>er</sup> cycle (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017) :** le Syndicat Mixte assume la mise en place de deux types d'actions.

**Phase de préfiguration** de la prise en charge de la compétence GEMAPI par le territoire avec la définition d'une stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE), à l'exception de l'assainissement des eaux usées, des réseaux canalisés d'eau pluviale et de la production et de la distribution de l'eau potable, et des conditions et des modalités de mise en œuvre du décret du 12 mai 2015 relatif aux systèmes d'endiguement et aux aménagements hydrauliques. De ce point de vue, le syndicat assumera des missions préparatoires à la mise en œuvre de cette nouvelle compétence et de ses déploiements techniques par le biais de contrats territoriaux établis à l'échelle des bassins versants par le Département, les EPCI et le Syndicat Mixte. Dans ce premier cycle, la prise en charge des vallons fera l'objet d'une analyse spécifique dans le cadre de la stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE).

**Phase de réalisation :** Le Syndicat Mixte assurera également une mission opérationnelle avec la poursuite des actions portées par le Département des Alpes-Maritimes qui transfère l'intégralité de ses missions et des financements correspondants en relation avec la GEMAPI à cette nouvelle structure. L'année 2017 sera l'occasion également d'œuvrer à la rationalisation des structures syndicales existantes au sein d'une même entité juridique tout en préservant leurs actions de proximité sur les territoires. Les membres ont la possibilité d'adhérer, à titre optionnel, à une ou plusieurs des missions visant la réalisation d'actions opérationnelles (art. 2.2 des statuts).

**2<sup>ème</sup> cycle (à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018) :** les statuts seront revus pour inscrire les modalités de prise en charge de la compétence GEMAPI par le syndicat mixte (transfert, délégation) en accord avec les EPCI à fiscalité propre. Cette compétence nouvelle implique à la fois et de façon combinée, dans une perspective de réduire le risque inondation, la gestion des aménagements de protection hydraulique et la gestion des milieux et de l'aléa par le ralentissement dynamique des écoulements. La dissolution des syndicats de bassin versant devrait conduire à une réduction des membres du syndicat mixte qui ne sera plus composé que du Département des Alpes-Maritimes et des EPCI à fiscalité propre. Ce syndicat mixte demandera alors sa labellisation d'EPTB et développera une gestion intégrée et durable de l'eau et des milieux aquatiques.

## **Article 1<sup>er</sup> – Composition du Syndicat**

En application des articles L. 5721-2 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé un syndicat mixte « ouvert » à la carte entre :

- Le Département des Alpes-Maritimes ;
- La Métropole Nice Côte d’Azur ;
- La Communauté d’Agglomération de Sophia Antipolis ;
- La Communauté d’Agglomération des Pays de Lérins ;
- La Communauté d’Agglomération du Pays de Grasse ;
- La Communauté d’Agglomération de la Riviera française ;
- La Communauté de Communes du Pays des Paillons ;
- La Communauté de Communes des Alpes d’Azur ;
- La Communauté de Communes du Pays de Fayence ;
- La Communauté de Communes du Pays d’Entrevaux
- La Communauté de Communes Terres de Lumière ;
- Le Syndicat mixte pour l’amélioration de la qualité des eaux de la Brague et de ses affluents (SMAQUEBA) ;
- Le Syndicat intercommunal de la Siagne et de ses affluents (SISA) ;
- Le Syndicat intercommunal du bassin versant de la Cagne (SIBC) ;
- Le Syndicat intercommunal des Paillons ;
- Le Syndicat intercommunal de la Vallée du Loup ;
- Le Syndicat intercommunal du Val de Banquière ;
- Le Syndicat interdépartemental et intercommunal de la haute Siagne.

Le Syndicat prend le nom de Syndicat Mixte pour les Inondations, l’Aménagement et la Gestion de l’Eau (SMIAGE) Maralpin.

## **Article 2 – Objet**

### **2.1. Compétence obligatoire**

L’adhésion au SMIAGE vaut de plein droit adhésion à l’objet de préfiguration.

La phase de préfiguration comprend les missions suivantes :

- La définition des modalités et conditions de mise en œuvre de la compétence GEMAPI et des missions hors GEMAPI, à l’exclusion de l’assainissement des eaux usées, des réseaux canalisés d’eau pluviale et de la production et de la distribution de l’eau potable, à l’échelle des bassins versants du périmètre, et des conditions et des modalités de mise en œuvre du décret du 12 mai 2015 relatif aux systèmes d’endiguement et aux aménagements hydrauliques ;



- La définition de la stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) à l'échelle des bassins versants, conduisant également à la définition d'un schéma de solidarité territoriale ayant pour objet la qualification du rôle du Département sur la GEMAPI, l'appui à la GEMAPI et le hors GEMAPI ;
- La préparation du dossier de reconnaissance en tant qu'EPTB, comprenant notamment une analyse prospective financière des coûts de fonctionnement et d'investissement ainsi qu'une clé de répartition entre les membres. L'ensemble de ces éléments financiers devront être transmis aux membres du syndicat avant le terme de la phase de préfiguration ;
- L'élaboration de contrats territoriaux avec chaque EPCI pour déterminer les investissements à réaliser sur leur territoire, l'engagement financier correspondant et le calendrier d'exécution ;
- L'échange et l'assistance technique sur les problématiques des inondations.

## 2.2. Compétences optionnelles

Les membres peuvent adhérer au Syndicat pour la réalisation d'une ou plusieurs des missions opérationnelles suivantes, dont le contenu sera précisé par les contrats territoriaux :

- La gestion équilibrée de la ressource en eau, à l'exclusion de l'assainissement des eaux usées, des réseaux canalisés d'eau pluviale et de la production et de la distribution de l'eau potable : l'élaboration et la mise en œuvre des outils de connaissance, de planification et de gestion (SAGE, contrats de rivière, EVP, PGRE...),
- Le suivi de la qualité des cours d'eau ;
- La prestation de service en matière de biodiversité : Natura 2000...
- La gestion et la sécurisation des ouvrages de protection contre les inondations : programmation, maîtrise d'ouvrage travaux, maîtrise d'œuvre, gestion ;
- L'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des PAPI ;
- La gestion du domaine public fluvial du fleuve Var ;
- L'assistance à la définition des systèmes d'endiguement et des aménagements hydrauliques et à la préparation des dossiers d'autorisation ;
- La restauration et l'entretien des cours d'eau et des vallons dont le linéaire devra être défini ;
- L'information et la communication des données relatives au risque inondation (plateforme Rainpol ...) ;
- L'animation de la SLGRI ;
- L'assistance technique.

### **2.3. Contrats territoriaux**

Pour mener à bien les actions dévolues au présent syndicat, des contrats territoriaux seront signés entre le syndicat mixte, le Département et les établissements membres qui auront valeur d'engagement contractuel réciproque entre les parties pendant la durée du contrat.

Ces contrats territoriaux permettront de réaliser un plan d'actions, défini sur plusieurs années. Ils préciseront l'ensemble des opérations inscrites dans le programme d'actions, y compris les travaux et l'entretien des cours d'eau et vallons, en reprenant les descriptions, localisations, dimensionnements techniques et financiers des présentes actions.

Ces contrats territoriaux seront accompagnés d'un plan de financement pluriannuel et opérationnel qui sera actualisé annuellement et validé par le comité syndical.

La durée du contrat territorial sera définie en cohérence avec les dispositifs de programmation et de financement existants (PAPI, contrats de rivière,...). Les cocontractants s'engagent à maintenir le partenariat établi sur la durée du contrat.

### **2.4. Périmètre d'intervention**

Dans le cadre des contrats territoriaux, le syndicat mixte est compétent pour mettre en œuvre ses missions :

- à l'intérieur de son périmètre statutaire qui correspond au périmètre défini par les membres qui le composent ;
- à l'échelle des bassins versants côtiers des Alpes-Maritimes, en tant qu'EPTB, comprenant le département des Alpes-Maritimes, et partiellement les départements du Var et des Alpes de Haute-Provence.

Le syndicat mixte est habilité à effectuer, à titre accessoire, des prestations pour le compte d'E.P.C.I. adhérents ou non adhérents, dans le respect des règles de la concurrence et pour les compétences qu'il est autorisé à exercer .

Le syndicat mixte est habilité à réaliser les missions soit en maîtrise d'ouvrage directe, soit en co-maîtrise d'ouvrage, soit par convention de mandat.

Celui-ci pourra exercer, par transfert ou par délégation conclue dans les conditions prévues à l'article L. 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales et conformément à son objet, tout ou partie des missions relevant de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations.

### **Article 3 – Sièges du Syndicat**

Le siège du Syndicat est fixé à Nice, au Centre Administratif Départemental des Alpes-Maritimes (CADAM), 147, boulevard du Mercantour.

Il peut être déplacé par décision du Comité syndical visé à l'article 6 des statuts du Syndicat.

### **Article 4 – Durée du Syndicat**

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Ses statuts seront révisés à la fin de la phase de préfiguration afin de préciser les modalités administratives et financières des évolutions actées par les membres du syndicat et notamment avant la mise en place du 2ème cycle pour la prise en charge de la compétence GEMAPI.

### **Article 5 – Constitution du Comité syndical**

Le Syndicat est administré par un Comité syndical composé de délégués élus, répartis comme suit et ayant voix délibérative :

- Département et EPCI à fiscalité propre : 1 siège = 3 voix
  - Département avec une population concernée > 1.000.000 habitants : 9 sièges
  - Métropole avec une population concernée > 500.000 habitants : 9 sièges
  - Communauté d'agglomération avec une population concernée > 100.000 habitants : 2 sièges par communauté
  - Communauté d'agglomération/communauté de communes avec une population concernée < 100.000 habitants : 1 siège par communauté
- Syndicats intercommunaux : 1 siège et 1 voix par syndicat

Pour chacun des sièges dont ils disposent, les membres du Syndicat désignent des délégués titulaires et suppléants au sein de leurs assemblées délibérantes.

Le mandat des délégués du Comité syndical prend fin en même temps que le mandat au titre duquel ils ont été désignés. En cas de décès ou de démission d'un délégué, l'organe délibérant du membre désigne, au sein de son organe délibérant, un remplaçant pour la durée du mandat en cours.

Un délégué titulaire empêché est remplacé par son suppléant. En cas d'indisponibilité du suppléant, le titulaire peut donner pouvoir écrit de le représenter à un autre délégué.

Chaque délégué présent ne pourra détenir qu'un pouvoir de représentation.



## **Article 6 – Attributions du Comité syndical**

Le Comité syndical est chargé d'administrer et de gérer le Syndicat et de prendre toutes les mesures nécessaires pour la réalisation de son objet statutaire. Dans ce but, il exerce notamment les attributions suivantes :

- Il élit le Président et les membres du bureau ;
- Il crée, conformément aux lois et aux règlements en vigueur, toutes commissions administratives, techniques ou financières pour l'exécution des travaux et la gestion des équipements ;
- Il fixe la liste des emplois et arrête les échelles de traitement afférents auxdits emplois ;
- Il établit le règlement intérieur ;
- Il approuve les programmes de travaux et d'activités, vote les moyens financiers correspondants et répartit les charges ;
- Il vote le budget et approuve les comptes ;
- Il décide des conditions d'exécution, de gestion et d'utilisation des équipements ;
- Il autorise le Président à intenter et soutenir toute action contentieuse et à accepter les transactions ;
- Il organise l'entretien et l'exploitation des ouvrages ;
- Il délibère sur les modifications éventuelles des statuts, la consultation des membres étant faite et la décision prise dans les conditions prévues à l'article 7 ci-dessus.

## **Article 7 – Fonctionnement du Comité syndical**

Le Comité syndical se réunit au moins deux fois chaque année en session ordinaire et aussi souvent que nécessaire. Il peut être réuni en session extraordinaire par son Président, à la demande de l'intégralité des membres du Bureau, ou à la demande de la moitié des membres du Comité syndical.

La convocation est adressée au domicile des membres du comité syndical, sauf s'ils ont fait le choix d'une autre adresse. Elle peut être envoyée également sur une adresse électronique après accord du membre du comité syndical concerné.

La convocation est adressée aux membres composant le comité syndical 15 jours francs avant la date de la réunion. Ce délai peut être abrégé à un jour franc en cas d'urgence.

La convocation est accompagnée d'un ordre du jour et d'une note de synthèse pour chaque affaire inscrite à l'ordre du jour.

A l'ouverture de la session ordinaire, le Président rend compte au Comité des délégations qui ont été conférées au Bureau, lors de la session précédente, en application des dispositions de l'article 10 des présents Statuts.

Un délégué titulaire empêché est remplacé par son suppléant. En cas d'indisponibilité du suppléant, le titulaire peut donner pouvoir écrit de le représenter à un autre délégué. Un même membre ne peut être porteur que d'un seul mandat.

Le Président peut convoquer toute personne dont il juge la présence utile.

Les délibérations ne sont valables que si la majorité des membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, une deuxième réunion a lieu dans le délai maximum de 15 jours et les délibérations prises à cette seconde réunion sont valables quel que soit le nombre de présents.

Sous réserve des stipulations des articles 17 et 18, les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage des voix.

Le scrutin se déroule à main levée. Toutefois, sur demande d'un tiers des membres présents, il peut être procédé au vote par bulletins secrets.

Les délibérations sont constatées par les procès-verbaux transcrits sur un registre paraphé et côté tenu au siège du Syndicat. Elles sont signées par le Président et par les membres présents.

## **Article 8 – Constitution du Bureau**

Le Comité syndical élit parmi ses membres ayant voix délibérative un Bureau composé de 10 membres dont le Président et au maximum quatre Vice-présidents.

L'élection des membres du Bureau se fait à bulletins secrets.

En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Les élections des membres du Bureau se tiendront dans les trois mois suivant la modification de la composition des membres du Comité syndical.

Le renouvellement du bureau aura lieu dans les trois mois suivant le renouvellement général des organes délibérants des membres du syndicat mixte.

Le secrétaire sera désigné en séance.

## **Article 9 – Attributions du Bureau**

Le Comité syndical peut renvoyer au Bureau le règlement de certaines affaires par une délégation dont il fixe les limites.

La modification des Statuts reste toutefois de la compétence exclusive du Comité syndical.

La durée de la délégation n'excède pas celle du mandat des membres du Comité syndical.

Le Président rend compte de ses travaux à chaque session ordinaire du Comité syndical.

Le Président peut convoquer toute personne dont il juge la présence utile.

En cas de vote présentant une égalité des voix, le Président aura voix prépondérante.

## **Article 10 – Fonctionnement du Bureau**

Le Bureau se réunit à la diligence du Président, chaque fois que celui-ci le juge utile.

Le Président est tenu de convoquer le Bureau sur la demande de la moitié au moins des membres de celui-ci.

## **Article 11 – Attributions du Président et des Vice-présidents**

Le Président est l'exécutif du Syndicat.

- Il convoque le Comité syndical et le Bureau. Il invite à ces réunions toute personne dont le concours et l'audition lui paraissent utiles ;
- Il exécute le budget ;
- Il assure la représentation du Syndicat en justice ;
- Il prépare et exécute les délibérations du Comité et du Bureau
- Il prépare les ordres du jour des réunions du Comité et du Bureau ;
- Il est l'ordonnateur des dépenses, il prescrit l'exécution des recettes, signe les marchés et contrats, assure l'administration générale du syndicat ;
- Il exerce le pouvoir hiérarchique sur les personnels ;
- Il peut recevoir délégation d'attribution du Comité dans les mêmes limites et conditions que celles applicables au Bureau. Lors de chaque réunion du Comité syndical, le Président rend compte des travaux du Bureau et des attributions exercées par délégation du Comité ;
- Il peut déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions, aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du Bureau ;



- Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au directeur. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées ;
- Il dirige les débats et contrôle la régularité des votes dont il proclame les résultats.

Le Président nomme tous les emplois du syndicat, dont le Directeur, pour lesquels les lois et règlements en vigueur ne fixent pas un mode spécial de nomination. Il suspend et révoque les titulaires de ces emplois.

Le premier Vice-président remplace le Président empêché suivant délégation donnée par celui-ci.

## **Article 12 – Attributions du Directeur**

Le Directeur prépare et exécute, sous l'autorité du Président, les délibérations du Comité et du Bureau du Syndicat mixte.

Il prépare chaque année les programmes d'activités ainsi que le projet de budget pour l'année suivante.

Il assure sous l'autorité du Président le fonctionnement des services du Syndicat mixte et la gestion du personnel.

Le Directeur assiste aux réunions du Comité syndical et du Bureau.

## **Article 13 – Dépenses du Syndicat**

Le Syndicat pourvoit sur son budget à toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Ce budget est présenté en deux sections :

- 1) Pour la compétence obligatoire de « préfiguration »
  - Section de fonctionnement : font notamment partie des dépenses de fonctionnement,
    - Les dépenses afférentes au personnel ;
    - La gestion courante (téléphonie, fournitures de bureau, mobilier, matériel informatique, etc.) ;
    - Les études nécessaires à la phase de préfiguration
- 2) Pour les compétences optionnelles « missions opérationnelles »
  - Section de fonctionnement : font notamment partie des dépenses de fonctionnement,
    - Les dépenses afférentes au personnel ;

- La gestion courante (téléphonie, fournitures de bureau, mobilier, matériel informatique, etc.) ;
  - Les prestations de service ;
  - L'entretien des cours d'eau et vallons ;
  - Les charges financières (dette le cas échéant) ;
  - Autres.
- Section d'investissement : sont notamment inscrits à la section d'investissement, les études débouchant sur des travaux, les investissements en équipements nouveaux, ainsi que les gros travaux d'entretien, de renouvellement et de mise en conformité de l'équipement, dont le Comité syndical aura jugé qu'ils sont d'une nature ou/et d'une importance telle qu'ils doivent être inscrits à la section d'investissement.

#### **Article 14 – Ressources du Syndicat**

Les recettes de fonctionnement comprennent :

- Les produits d'exploitation ;
- Les revenus des biens mobiliers et immobiliers du Syndicat ;
- Les contributions statutaires de ses membres telles qu'elles sont désignées et fixées à l'article 15 ;
- Les participations exceptionnelles des membres pour services rendus ;
- Les subventions de l'Etat et de divers organismes ;
- Les éventuelles contributions directes ;
- Les produits des régies de recettes qu'il serait amené à créer ou toute autre recette exceptionnelle.

Les recettes d'investissement comprennent :

- Les participations et subventions d'équipement (Etat, Région, Départements, collectivités ou autres organismes) ;
- Les participations spécifiques de certains membres délibérants à la réalisation d'infrastructures ou d'équipements, suivant un taux déterminé opération par opération ;
- Les produits des emprunts contractés par le Syndicat ;
- Le crédit provenant du prélèvement sur la section de fonctionnement ;
- Les produits exceptionnels (entre autres les dons et legs) ;
- Les offres de concours.

En fonction de la nature des opérations et des modalités de financement propres à ces travaux, des subventions seront demandées à l'Europe, à l'Etat, à la Région, aux

Départements et éventuellement aux communes sans que ces moyens de financement soient exclusifs du recours à l'emprunt et à l'autofinancement.

Un rapport d'activité accompagné de la copie du budget et des comptes du Syndicat est adressé chaque année aux membres du Syndicat.

#### **Article 15 – Répartition des contributions entre les membres du Syndicat mixte**

La contribution statutaire, appelée « cotisation », des membres du Syndicat mixte est obligatoire. Le montant de la contribution des membres aux dépenses du syndicat mixte est fixé chaque année, au moment du vote du budget, par délibération du comité syndical.

Elle est fixée selon les modalités suivantes :

##### **Pour la compétence obligatoire de « préfiguration » :**

Les charges relatives aux études de préfiguration, estimées à ce jour à 300 k€ HT dont 150 k€ HT à autofinancer, seront réparties comme suit :

- Pour le Département : 45%
- Pour les EPCI à fiscalité propre : 50%, la répartition entre EPCI s'effectuant au prorata de leur population
- Pour les syndicats de rivière : 5%, la répartition entre syndicats de rivière s'effectuant au prorata de leur population

##### **Pour les compétences optionnelles « missions opérationnelles » :**

Certains membres du syndicat pourront être amenés à participer, en sus, au financement d'opérations portées par le syndicat lorsque les études, actions, projets seront réalisés pour leur compte. Ces derniers assureront le financement partiel ou total des opérations ainsi que des frais de gestion afférents après accord et validation du plan de financement par le comité syndical.

Le financement sera précisé pour chacun dans le cadre des contrats territoriaux.

Les charges relatives au transfert des missions actuelles du Département sont intégralement financées par ce dernier y compris les charges relatives à la mise à disposition des agents.

#### **Article 16 – Comptabilité**

Les règles de la comptabilité publique sont applicables au Syndicat. Les fonctions d'agent comptable sont exercées par un Receveur désigné par le Préfet du Département des Alpes-Maritimes, sur proposition du Trésorier payeur général.



## **Article 17 – Modifications statutaires**

L'extension ou la réduction de l'objet du Syndicat mixte ainsi que toutes autres modifications statutaires, à l'exception du retrait d'un membre, sont décidées à la majorité des deux tiers des membres qui composent le Comité syndical.

## **Article 18 – Adhésion au Syndicat**

Des collectivités et leurs groupements ainsi que les autres entités énumérées à l'article L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales, situées en toute ou partie dans le périmètre d'intervention du syndicat mixte, peuvent demander à adhérer au Syndicat.

Cette adhésion est acceptée par une décision prise à la majorité des deux tiers des membres qui composent le Comité syndical et entérinée par arrêté préfectoral.

## **Article 19 – Retrait du Syndicat**

Le retrait des membres ne peut intervenir en cours de phase de préfiguration qui conduira à l'approbation des nouveaux statuts. Les membres pourront se retirer à la fin de la période de préfiguration, après en avoir informé le/la président(e) par courrier en RAR, auquel sera jointe la copie de la délibération de l'organe délibérant de l'EPCI afférent à ce retrait. Pour la phase opérationnelle, les modalités de retrait du syndicat seront définies en prenant en compte les contrats territoriaux et les collectivités auront libre choix d'approuver les nouveaux statuts et d'adhérer à la phase de réalisation du syndicat mixte.

Lorsque les biens meubles et immeubles ont été acquis ou réalisés ou lorsque la dette a été contractée postérieurement au transfert de compétences, la répartition de ces biens ou du produit de leur réalisation ainsi que celle du solde de l'encours de la dette est fixée, à défaut d'accord, par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés.

En cas de retrait de la compétence transférée, il est fait application des dispositions de l'article L. 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales.

## **Article 20 – Dissolution**

Le Syndicat mixte peut être dissout dans les conditions fixées aux L. 5721-7 et L. 5721-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'arrêté de dissolution détermine sous la réserve des droits des tiers et dans le respect des dispositions des articles L. 5211-25-1 et L. 5211-26 du code général des collectivités territoriales les conditions dans lesquelles le Syndicat est liquidé.

#### **Article 21 – Règlement intérieur**

Un règlement intérieur précisera les modalités de fonctionnement du Syndicat.

Il devra être adopté à chaque renouvellement du Comité syndical dans les six mois qui suivent son installation et pourra être modifié par lui autant de fois que nécessaire.

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Préfecture des Alpes-Maritimes  
Direction des Relations  
avec les Collectivités Locales  
Bureau des Affaires Juridiques  
et de la Légalité  
Affaire suivie par : B. Godet  
☎ 04.93.72.29.32  
✉ [benjamin.godet@alpes-maritimes.gouv.fr](mailto:benjamin.godet@alpes-maritimes.gouv.fr)

Nice, le 15 JUIN 2016

Le Préfet des Alpes-Maritimes

à

Monsieur le Président du Conseil  
départemental

À l'attention de Monsieur le  
Directeur général des services

Objet : création d'un établissement public territorial de bassin (EPTB)

Réf. : votre courrier du 8 juin 2016

Par courrier visé en référence, vous portez à ma connaissance le projet de création d'un syndicat mixte de type EPTB au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Cet établissement serait investi de deux blocs de compétences, l'un en vue d'études et de préfiguration, dans la perspective du transfert de la compétence GEMAPI aux intercommunalités le 1<sup>er</sup> janvier 2018 ; l'autre opérationnel, qui poursuivrait notamment les missions actuellement exercées par le département.

Vous m'informez dans ce cadre que lors de la réunion de présentation du projet de syndicat mixte aux directeurs généraux des intercommunalités, la question de la légalité de l'adhésion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre au syndicat mixte, alors même que ces derniers ne disposeront pas de la compétence GEMAPI, a été posée.

Aussi, je suis en mesure de vous indiquer qu'aux termes des dispositions de l'article L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales, un syndicat mixte ouvert est créé « *en vue d'œuvres ou de services présentant une utilité pour chacune de ces personnes morales.* »

Déjà, l'utilité de l'objet statutaire – la préparation du transfert de la compétence GEMAPI et du dossier de reconnaissance en tant qu'EPTB – pour chacun des membres du syndicat ne saurait être contestée.

En outre, les principes de spécialité et d'exclusivité qui régissent les rapports entre communes et intercommunalités ne sont pas atteints, dans la mesure où, durant l'année 2017, le syndicat n'exercera pas la compétence GEMAPI, mais se limitera à préparer le transfert de cette compétence.

Enfin, je considère que la mission de préfiguration, au vu des éléments que vous portez à ma connaissance, entraînera la mise en œuvre d'actions à la fois nombreuses et concrètes et doit ainsi être regardée comme une véritable compétence.

J'ajoute que la création d'un syndicat dont l'objet est évolutif (préfiguration dans un premier temps, gestion dans un second temps) a reçu une validation doctrinale, développée en particulier dans une circulaire du ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire du 15 juillet 2008 relative au classement et au renouvellement de classement des parcs naturels régionaux et à la mise en œuvre de leurs chartes.

Au vu de ces éléments, j'estime que la création d'un syndicat mixte investi d'une mission de préfiguration en lien avec le transfert à intervenir de la compétence GEMAPI est tout à fait légale et pourra, à ce titre, figurer régulièrement dans les statuts que les futurs membres du syndicat seront amenés à adopter.

Je reste à votre disposition pour tout complément d'information qui vous serait nécessaire.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général  
DRCL-C 3677  
  
Frédéric MAC KAIN

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 26/09/2016  
Numéro : CC\_2016\_122  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Adhésion au syndicat mixte pour les inondations,  
l'aménagement et la gestion de l'eau (SMIAGE) Maralpin  
Matière : 8.8 - Environnement  
**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : WTJ01ZB

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 10/10/2016  
Identifiant : 006-240600585-20160926-CC\_2016\_122-DE

**Acte reçu**

Date : 26/09/2016  
Numéro interne : CC\_2016\_122  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : Adh?sion au syndicat mixte pour les inondations, l'am?nagement et la gestion de l'eau (SMIAGE)  
Maralpin  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20160926-CC\_2016\_122-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 2  
006-240600585-20160926-CC\_2016\_122-DE-1-1\_2.PDF  
006-240600585-20160926-CC\_2016\_122-DE-1-1\_3.PDF